POUVOIR OUVRIER

N° 93 — Octobre 1968

Mensuel — Prix minimum : 1 F.

PEUT-ON FORMER MAINTENANT LE PARTI REVOLUTIONNAIRE ?

Alors que la gauche se félicite des « aspects positifs » de la loi de réforme de l'enseignement et qu'elle déplore les attaques des ultras U.D.R. contre le texte Faure, l'agitation étudiante reprend à Paris. C'est que la politisation d'une large fraction d'étudiants et de lycéens, ne pouvait pas être un phénomène épisodique. L'adaptation de l'Université, de l'enseignement en général aux besoins de l'économie capitaliste, les conséquences qui en découlent pour enseignants et enseignés constituent la base objective sur laquelle s'opère cette politisation. La critique des structures, de la hiérarchie, des valeurs bourgeoises, aucune réforme ne pourra désormais l'arrêter à l'Université.

Cela ne signifie pas que nous allons assister à une réédition de mai. Ni chez les étudiants, ni chez les travailleurs.

La société capitaliste a été profondément ébranlée. Il serait stupide de croire que la classe dominante n'en a tiré aucune leçon. Et il serait faux de sous-estimer les ressources du système.

Le redressement de la production depuis juin est caractéristique à cet égard : la paralysie des entreprises pendant trois semaines ne semble pas avoir eu des effets catastrophiques sur leurs capacités financières.

Les causes profondes de Mai subsistent

Il reste que pour la classe ouvrière les raisons profondes de mai n'ont pas disparu, au contraire. Tout ce contre quoi les travailleurs s'étaient dressés pendant trois semaines de grève généralisée est toujours debout : pouvoir patronal, hiérarchie, assujettissement inhumain aux besoins d'une production exclusivement orientée vers le profit. Et ce ne sont pas les augmentations de salaire, déjà passablement écornées par la hausse des prix, qui peuvent le faire oublier.

La modernisation de l'économie française, que l'Etat encourage et oriente, va se poursuivre à un rythme rapide. Car si la reprise de la production montre la vitalité de l'appareil productif, rien ne garantit que ce rattrapage soit réellement un re-démarrage. La faiblesse du taux des investissements privés n'est compensée que très partiellement par l'intervention de l'Etat. La création d'entreprises « de taille eueropéenne » ne passe pas simplement par l'addition des unités existantes : fusions, concentrations. Elle exige le renouvellement des outillages, des équipements, la rationalisation des méthodes, l'introduction de la technologie la plus avancée. La poursuite de l'expansion est directement liée, pour le capitalisme français, à une augmentation rapide du taux des investissements productifs. Cet accroissement du capital fixe — condition de l'expansion — exige à son tour d'intensifier l'extraction de plus-value et ne peut donc se réaliser que par l'augmentation de la productivité du travail, c'est-à-dire de l'exploitation des travailleurs.

Cette situation n'est certes pas nouvelle : l'accroissement de la productivité du travail est une tendance constante en longue période. Mais l'accélération de l'évolution technologique d'une part, la menace de « vassalisation » de l'industrie française par des concurrents étrangers plus puissants d'autre part, poussent l'Etat et la classe dirigeante à préciser et à renforcer les mesures visant à accroître la masse de plus-value disponible.

Pour les travailleurs, cela signifie concrètement que, autant sinon plus que par le passé, ils vont se heurter sur tous les plans à l'intransigeance patronale. Non pas que les patrons « n'aient rien compris aux événements de mai », mais parce que la survie du système l'exige.

La poursuite de l'expansion elle-même ne rendra pas le patronat « plus compréhensif » ni le travail plus humain. Pour ne prendre que le problème du chômage dit technologique, force est de constater que, dans les conditions actuelles, la politique de productivité, loin d'être créatrice d'emplois, s'accompagne plutôt d'une diminution de l'emploi. Les 500.000 chômeurs actuels risquent de devenir 600 ou 650.000 avant la fin de l'année. Dans les secteurs de pointe eux-mêmes, la situation n'est pas meilleure : le secteur de l'électronique, par exemple, qui en 1967 a déjà occupé 2.000 personnes de moins qu'en 1966 enregistrera en 1968 un nouveau recul dans ce domaine.

[illegible] de subir le plus intensément les conséquences de la politique économique du régime. Et pas seulement en ce qui concerne l'emploi. Elle ressentira, en effet, plus fortement que toute autre couche salariée le contraste insupportable entre la formation reçue et la monotonie des tâches quotidiennes à l'usine ou au bureau, entre ses besoins réels, ses capacités d'initiative et la rigueur de la discipline, l'absurdité de la hiérarchie.

Sommes-nous en pleine « montée révolutionnaire » ?

Pour les travailleurs, le mouvement de mai-juin a été avant tout une protestation globale contre le système qui fait d'eux des esclaves industriels.

La grève généralisée a soulevé objectivement la question du pouvoir, dans l'entreprise comme dans la société.

Mais cette question n'a jamais été posée clairement par les travailleurs eux-mêmes au cours du mouvement (1). L'opposition latente entre une importante fraction de la classe ouvrière et les appareils politiques et syndicaux a éclaté à plusieurs reprises : déclenchement spontané des grèves et des occupations, refus des accords de Grenelle, combats à Flins et à Sochaux, résistance à la reprise du travail. Dans l'ensemble cependant, seule la bureaucratie syndicale et politique a été en mesure de formuler — et de déformer — les buts du mouvement, les réduisant, comme on le sait, à de simples augmentations de salaire.

Une amorce de rupture s'est opérée entre les éléments les plus conscients et dynamiques, les jeunes en particulier, et les appareils dirigeants, rupture que l'attitude actuelle des centrales syndicales et des partis — P.C., Fédération — ne peut qu'approfondir.

Mais il serait pour le moins risqué d'affirmer que la majorité des travailleurs a tiré des leçons positives de ce qui s'est passé pendant le mois de juin.

Il reste que les réactions que la politique patronale et gouvernementale ne manquera pas de susciter dans la classe ouvrière aboutiront à des mouvements revendicatifs se déroulant dans un climat et sous des formes [illegible] très différents de ceux d'avant mai. Dans les points chauds de la lutte ouvrière, il ne pourra vraisemblablement plus être question d'actions symboliques et de promenades revendicatives chez M. le Maire.

La tâche des militants révolutionnaires sera alors de développer toutes les initiatives tendant à renforcer le contrôle des luttes

(suite page 2)

(1) Voir P.O. n° 92, juillet-août 68 : « Premier affrontement ».

TCHECOSLOVAQUIE : Le capitalisme bureaucratique en crise

Les événements qui, depuis le début de l'année secouent la Tchécoslovaquie, ne peuvent se comprendre que replacés dans leur contexte, à savoir : les difficultés économiques et la pression des classes qui sévissent depuis plusieurs années dans les pays de l'Est européen.

LA BUREAUCRATIE DANS L'IMPASSE

Depuis une dizaine d'années, les pays bureaucratiques connaissent une crise économique chronique. Cette crise, dont la raison essentielle est constituée par une pénurie de capitaux, s'est manifestée par un ralentissement de la croissance et une stagnation du niveau de vie. Pendant des années, ces sociétés ont connu des taux d'expansion assez spectaculaires, dont la cause principale fut leur point de départ relativement bas et des ressources naturelles et humaines inemployées. L'état de ces pays imposait au nouveau pouvoir l'industrialisation comme tâche essentielle : seule elle pouvait résoudre le surpeuplement des campagnes, résorber le chômage et assurer un relèvement rapide du niveau de vie.

Le surplus économique dégagé étant faible, il était nécessaire, pour entreprendre et poursuivre l'accumulation, de maintenir la consommation à un niveau extrêmement bas. Ces pays se lancèrent donc dans l'industrialisation extensive, donnant la priorité absolue au secteur des biens de production. Le résultat de ce développement accéléré de l'économie fut une disproportion très marquée entre les deux secteurs industriels (biens de production - biens de consommation).

Vers les années 50-60 (selon les pays), l'industrie ayant pris une part primordiale dans la formation du revenu national, ces pays se trouvèrent confrontés aux problèmes de la croissance par voie intensive, c'est-à-dire à la nécessité d'augmenter le revenu national non plus par installation indéfinie de nouvelles unités de production, mais par la modernisation et la pleine utilisation des équipements existants. Le problème de la productivité du travail — c'est-à-dire du rythme de formation de la plus-value — jusque là masqué par la mise en service de ressources inutilisées, devint ainsi le centre des préoccupations des bureaucrates. Or, étant donnée la structure industrielle de ces sociétés, la pénurie de capitaux se fait cruellement sentir car le secteur des biens de production, hypertrophié, où la composition organique du capital est très élevée, exige pour continuer son développement des investissements de plus en plus importants et le rythme de formation de la plus-value y est très lent ; problème d'autant plus aigu que, dans ces pays qui ont connu une industrialisation très rapide, le besoin de consommation sociale s'est élevé et il n'est plus possible sans risques de troubles sociaux graves (Allemagne orientale 1953 - Pologne - Hongrie 1956), de canaliser dans les mêmes proportions qu'autrefois la plus-value produite vers le secteur des biens de production, en maintenant toujours la

(Suite p. 3.)

EDITE PAR « POUVOIR OUVRIER »

— IMPERIALISME ET BUREAUCRATIE FACE AUX REVOLUTIONS DANS LE TIERS-MONDE.
(Avec une introduction sur les contradictions du capitalisme)
100 pages — 4 F

— LA REVOLUTION RUSSE DE 1917.
12 pages — 1 F

— LE TROTSKYSME ET L'U.R.S.S.
10 pages — 1 F

— LES GREVES DE CAEN
10 pages — 1 F

Peut-on former maintenant le parti révolutionnaire ?

(suite de la page 1)

par la base et à mettre en avant les revendications contestant la hiérarchie et le pouvoir patronal. Elle sera aussi — elle est dès maintenant — d'aider les travailleurs les plus actifs à se regrouper dans des organismes de lutte minoritaires — comités d'action, par exemple — qui joueront au début un rôle d'information et d'animation.

Rien ne serait plus néfaste que de s'imaginer par contre, comme le proclament ici et là des camarades enclins à prendre, à tort cette fois-ci, leurs désirs pour des réalités, que nous sommes en pleine « montée révolutionnaire » et que « le flot montant de la révolution » permet désormais aux militants révolutionnaires « d'organiser DES SECTEURS ENTIERS de la lutte de classe » (ROUGE n° 2, 1-10-68).

Une telle position, en effet, si elle devait être réellement appliquée par les militants dans les entreprises ne servirait qu'à les isoler complètement et à ruiner ainsi les possibilités nouvelles d'initiative, de réflexion et d'auto-organisation que le mouvement de mai a créées dans de nombreux milieux ouvriers.

Un parti oui, mais lequel ?

Mai-juin 68 ont permis à des milliers d'étudiants, d'enseignants, de travailleurs de se poser la question du socialisme à partir de l'expérience d'un immense mouvement de masse dans un pays avancé. Pour ces « militants de mai », la critique de la société capitaliste s'est accompagnée d'une critique non moins radicale du rôle de la bureaucratie syndicale et politique. La nécessité d'un nouveau parti est apparue à la plupart d'entre eux.

Mais là aussi rien ne serait plus néfaste pour l'organisation et le développement de cette avant-garde, pour son renforcement politique et pour son enracinement dans la classe ouvrière que de sombrer dans l'activisme.

Transformer les universités en « bases rouges » d'où l'on partirait à la conquête des masses, c'est sans doute une image exaltante. Elle ne peut pas remplacer le travail d'analyse et d'élaboration théoriques indispensable pour donner une cohérence politique et une ligne d'action à la nouvelle organisation, le travail d'expression et de formulation des besoins et des revendications des travailleurs.

De même, la constitution du nouveau parti ne peut pas être hâtée en lui substituant on ne sait quelle confédération de « tous les révolutionnaires » où se retrouveraient, en tant que tendances structurées, les groupes anarchistes, trotskystes et maoïstes (voir LUTTE OUVRIERE à partir de juillet), où la bonne volonté remplacerait le programme et où les divergences seraient aimablement surmontées par « la discussion démocratique ». Prétendre qu'une telle sorte de micro-nouvelle-Première Internationale pourrait jouer le rôle d'un parti, c'est pour le moins se bercer d'illusions. C'est également, dans un sens, répéter la même erreur qui a présidé à la formation hâtive de la plupart des partis de l'Internationale Communiste, hâte justifiée, elle aussi, par la situation de l'époque. Avec cette différence cependant que la situation était alors incontestablement révolutionnaire en Europe et que les tendances dont Lénine a hâté le regroupement se réclamaient toutes du marxisme.

Mai-juin 68 n'ont ni créé une situation révolutionnaire en France, ni donné les conditions permettant la constitution immédiate d'un parti qui serait en mesure d'organiser, actuellement ou à bref délai, « des secteurs entiers de la lutte des classes ».

Mai-juin 68 ont été le premier grand affrontement social dans la nouvelle phase où s'est engagé le capitalisme des pays avancés, phase dont on ne peut pas prévoir la durée, mais au cours de laquelle la lutte pour le socialisme deviendra l'affaire des masses. Ils ont ouvert par là même la voie à la construction d'un parti et d'une Internationale révolutionnaires. Et c'est déjà énorme.

Certes, l'atomisation de l'avant-garde est un obstacle de taille au regroupement de tous ceux qui, à travers mai, ont compris la nécessité de la révolution. Face à la mosaïque « groupusculaire », nombreux sont ceux, surtout parmi les ouvriers, qui hésitent à s'engager.

Mais cette atomisation — conséquence de la crise du mouvement ouvrier au cours de la phase précédente — ne peut pas être surmontée par des moyens artificiels.

La nécessité d'établir des contacts étroits, de créer des organismes de liaison entre les différents groupes, d'entreprendre des actions communes, d'organiser des échanges et des discussions est évidente et il faudrait aller plus vite dans ce domaine qu'on ne l'a fait jusqu'ici. A condition cependant qu'on soit conscient des limites de telles initiatives et qu'on ne voie pas là le moyen facile de créer artificiellement un parti qui se trouverait pratiquement paralysé par son incohérence théorique et son hétérogénéité politique.

Les conditions pour la formation du parti

La formation du nouveau parti révolutionnaire ne peut résulter ni de la simple addition des groupes existants ni d'un travail visant essentiellement à « capitaliser » le plus rapidement possible, sous forme de recrutement, la politisation créée par le mouvement de mai.

Si la formation de ce parti est désormais possible c'est parce que le monde capitaliste est entré dans une phase où les conditions sont créées pour que la critique théorique de la société, se débarrassant du poids mort des analyses périmées, mette à nu les contradictions du monde moderne (2) et établisse les fondements d'une perspective révolutionnaire, où les conditions sont créées pour que le prolétariat, brisant le carcan des appareils politiques et syndicaux traditionnels, fasse la critique pratique des rapports sociaux qui l'enchaînent et développe des initiatives fécondes l'engageant dans la voie du socialisme.

Ces conditions résultent tout d'abord de la brusque accélération de la concentration économique et politique. La marche en avant du capitalisme a transformé l'Etat en pivot de toutes les activités. A un degré incomparablement plus élevé que par le passé, toute revendication, toute activité sociale, culturelle et souvent même « privée », en se heurtant aux cadres fixés par le Pouvoir prend un caractère politique, renvoie à la question de l'organisation de la société. Parallèlement, le système et le sort de ceux qui le subissent n'apparaissent plus comme aveuglement soumis à des « lois économiques » abstraites, à des « nécessités techniques » impératives : le caractère des décisions du Pouvoir se dévoile, ce sont bien les décisions de la classe exploiteuse.

Cette extension du rôle de l'Etat fait apparaître une convergence, sinon une identité, entre les régimes capitalistes classiques et les régimes bureaucratiques de l'Est. Arrivés à un certain stade de développement des forces productives, ces derniers dévoilent des rapports sociaux qui, au niveau de la production comme de la vie quotidienne, ne diffèrent pas essentiellement de ceux du monde occidental. Des tensions sociales se font jour, éclatent en grève ou en insurrection : 1953, 1956. Des crises secouent les milieux dirigeants, des antagonismes lézardent le bloc prétendument socialiste.

Les nouveaux traits que prennent les régimes d'exploitation à l'Est et à l'Ouest amènent des millions d'hommes à se demander : qu'est-ce que le monde actuel, et qu'est-ce que le socialisme ?

En même temps, dans les Etats avancés, la prolétarisation de la société s'accélère : techniciens, employés, intellectuels sont poussés à réagir contre les structures existantes, à mettre en question les valeurs officielles, à rejoindre les luttes ouvrières. En ouvrant la voie d'une contestation totale, à tous les niveaux et dans tous les domaines, cette transformation qualitative met le prolétariat moderne en mesure d'assumer pleinement la gestion de l'économie et de la société.

Or, la critique pratique du prolétariat se manifeste déjà par l'apparition de revendications qui tendent à contester l'organisation de la production, le rôle du travailleur au cours de l'activité productive, et à poser finalement la question : qui doit diriger la production et pour quels buts ? Devant ces revendications, la marge de manœuvre d'une bureaucratie syndicale et politique tissant des liens de plus en plus étroits avec l'Etat ne peut que se rétrécir, les conditions d'une rupture entre ces appareils et les travailleurs ne peuvent que se renforcer (3).

C'est donc parce que dans cette nouvelle phase les changements dans les structures sociales, les modifications dans la composition des classes en lutte créent des nouveaux rapports de force entre prolétariat et capitalisme, parce que des conditions nouvelles apparaissent permettant une prise de conscience révolutionnaire par les travailleurs, c'est pour cela que la constitution d'un parti révolutionnaire peut cesser d'être un projet et devenir une réalité.

Cependant, ce parti ne pourra exister en tant que force agissante que s'il dépasse lui-même, non le marxisme qui reste le seul outil permettant de comprendre le processus historique, mais les programmes fondés sur des analyses et des expériences de lutte correspondant à la phase précédente du mouvement ouvrier.

Or, ce dépassement est aussi le dépassement de tous les groupes et organisations révolutionnaires actuels, y compris, bien entendu, notre propre groupe.

Cela ne signifie pas que ces groupes aient été ou soient encore inutiles, car sans eux l'acquis du mouvement ouvrier aurait été perdu et la critique révolutionnaire devrait être reprise à partir de zéro.

Il ne peut pas y avoir de recette pour construire le nouveau parti. Nous pensons, quant à nous, que trois directions de travail sont indispensables :

— Donner la parole aux travailleurs, apprendre d'eux quelles revendications, quelles formes de lutte et d'organisation constituent la réponse aux formes d'exploitation modernes. Aider au développement et à l'organisation des luttes sans prétendre imposer les schémas tirés des anciennes analyses et sans poser non plus, à priori, que ces schémas sont faux.

— Approfondir la critique des régimes bureaucratiques et définir de nouveau le contenu du socialisme en partant de cette critique, des premisses objectives créées par la société moderne et des expériences les plus récentes du mouvement ouvrier.

— Approfondir l'élaboration théorique visant à mettre en lumière les contradictions du monde capitaliste et bureaucratique et à fonder ainsi la perspective révolutionnaire.

---

(2) Voir dans « Impérialisme et bureaucratie face aux révolutions dans le Tiers Monde » (brochure éditée par P.O., 4 F.), le chapitre « Remarques sur les contradictions du capitalisme ».

(3) Voir P.O. n° 90, mai 68 : « Prolétariat et bureaucratie ».

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : S'ORGANISER, PREPARER L'ACTION

En mai et juin, les comités de grève des élèves et professeurs des C.E.T. ont occupé les locaux, rédigé des cahiers de revendications, se sont penchés sur les règlements intérieurs, la réforme Fouchet, la loi d'orientation professionnelle, et ont mis debout leurs propres projets de réforme. Ces projets englobaient : les débouchés, les examens, la façon de faire les cours, les emplois du temps, la formation des professurs.

Chez les élèves, on a vu des « fainéants » notoires lire, analyser, écrire avec acharnement, des « chahuteurs » assister sans broncher à des réunions qui duraient plusieurs heures, attendre leur tour pour prendre la parole ; certains ont appris plus en quinze jours qu'en un an de scolarité. Et, dans leur ardeur, ils parlaient même de continuer la contestation globale par l'occupation des locaux pendant les vacances, jusqu'à ce qu'on ait mis debout et imposé « notre réforme de l'enseignement, celle de la base ». Lorsque les professeurs ont cessé la grève, les comités de grève des élèves leur ont imposé partout de remplacer les cours par des discussions. De toutes façons, tout le monde semblait persuadé que « rien ne serait plus comme avant ». Là-dessus le gouvernement a avancé la date des vacances. Les Collèges ont été fermés.

La rentrée s'est effectuée dans une atmosphère... circonspecte. Le Ministère a publié à la hâte des textes modifiant la gestion des Collèges. Emerveillés, les partisans d'une pédagogie nouvelle ont reconnu dans la participation ce qu'ils prônaient depuis longtemps: enfin on officialisait le dialogue ! Il est même obligatoire de dialoguer avec les élèves ; voilà qui va forcer les partisans des méthodes autoritaires à s'incliner, car nous avons des textes, parus au Journal Officiel !

De toutes façons, les enseignants sont inquiets. Ceux qui ont été trop contestés par les élèves, qui ont été bousculés, insultés, voire enfermés dans leur classe ou dans leur appartement, ont perdu la face et il a fallu bien souvent les muter. Ceux qui ont participé activement au mouvement sont suspects, on le leur fait sentir, mais on a besoin d'eux pour « inspirer confiance » aux élèves. Donc, on essaie de s'en servir, on est même prêt à leur donner des responsabilités.

Pour le gouvernement, il s'agit de mettre en place la participation et d'abattre la contestation. C'est une opération délicate. En effet, en quoi consiste cette gestion des établissements ?

Désormais les Collèges d'Enseignement Technique seront gérés par un Conseil d'administration élu qui aura pouvoir de décision et de contrôle sur le règlement intérieur, les emplois du temps, les cours, les débouchés, les activités socio-éducatives, le budget. La désignation des membres de ce Conseil et le mode d'élection sont fixés avec minutie. Et c'est là que l'enthousiasme des partisans de la pédagogie nouvelle tombe. Ils constatent que les personnalités extérieures au Collège : représentants de la profession (patrons et ouvriers), parents, administration (inspecteurs) seront plus nombreux que les membres du Collège ; que les intérêts des organisations professionnelles, syndicales et politiques qui s'affronteront dans ce Conseil ne coïncideront pas forcément avec l'intérêt pédagogique des élèves ; que le directeur, coincé entre le Conseil et l'administration, sera soumis aux tracasseries bureaucratiques des deux. Quant aux élèves, réduits au nombre de **quatre** pour représenter 400 élèves devant **une trentaine** d'adultes, ils n'auront aucun pouvoir.

De plus, cette réforme ignore délibérément les structures créées spontanément par les jeunes pendant la grève. C'est par des assemblées générales, en contestant la répression administrative puis la répression tout court, la discipline, les cours « magistraux », la sélection, la formation professionnelle actuelle, en réclamant des libertés culturelles et politiques, un enseignement efficace et vivant, une orientation basée sur des critères valables, enfin en manifestant leur volonté de changer la société, que les responsables des comités de grève se sont fait connaître. C'est donc sur des positions politiques qu'ils défendront devant les assemblées générales, que les délégués entendent être élus et non par le milieu artificiel et arbitraire **d'une classe.**

Dès le départ, cette gestion apparemment démocratique va se révéler impuissante. D'une part la mosaïque disparate du Conseil d'administration, champ clos où s'affronteront des forces qui s'annuleront sous prétexte de se contrôler, d'autre part les jeunes qui entreront en conflit avec le Conseil. Le gouvernement ne manquera pas d'en profiter pour souligner l'incapacité des enseignants qui ne savent pas ou ne veulent pas dialoguer avec les élèves alors qu'un « ministère d'avant-garde » leur fournit des textes qui institutionnalisent le dialogue.

C'est parce que les jeunes ont montré leur force en paralysant les établissements, que le gouvernement a été obligé de parler de dialogue, de participation et d'information politique, mais il prend bien garde d'assortir chaque concession d'une restriction qui la neutralise.

Participation des élèves à la gestion, mais à 4 contre 30 !

Information politique, mais pas de propagande et « contrôle moral » du Conseil d'administration!

Que peuvent faire les enseignants révolutionnaires dans une telle situation ?

Se laisser utiliser par l'administration, comme le disait candidement une directrice : « Il n'y a qu'à faire élire les professeurs qui ont travaillé avec les élèves pendant le mouvement et qui ont leur confiance » ?

Il faut dénoncer la participation, lever les illusions des conciliateurs qui, même s'ils ne nous croient pas tout de suite, seront bien obligés de se rendre à l'évidence, créer partout des comités d'action pour mettre en avant les revendications non satisfaites, organiser la solidarité et l'information, préparer les prochains mouvements.

TCHECOSLOVAQUIE

(suite de la page 1)

consommation à un niveau extrêmement bas. Ce qui, dans la période précédente, avait permis un impétueux développement des forces productives s'est transformé en facteur de stagnation. La bureaucratie du Parti et de l'Etat est devenue aujourd'hui incapable d'assurer la poursuite du développement économique dans des proportions suffisantes pour maintenir telle quelle sa domination et pour y puiser sa justification idéologique. (Sur tout ceci, voir « Lettre ouverte au parti ouvrier polonais », J. Kuron et K. Modzelewski, éd. IVe Internationale 1966, ainsi que le commentaire d'un article de l'économiste tchèque J. Goldmann dans « l'U.R.S.S. et les pays de l'Est », nº 3, 1965.)

PARTICULARITES DE LA CRISE TCHECOSLOVAQUE

En 1948, la Tchécoslovaquie était déjà une nation industrialisée dont le commerce avec l'Ouest représentait une part importante du revenu national. Le pôle des échanges se déplaçant d'ouest en est, son potentiel industriel s'est rendu dépendant d'un marché de pénurie et s'est développé en fonction de cette nouvelle structure des échanges, sur une base technologique insuffisante. Cela s'ajoutant aux traits déjà mentionnés, dans les années 60 — alors que les exigences de l'industrie dans son ensemble s'étaient profondément transformées — la Tchécoslovaquie apparaissait comme un pays doté d'un potentiel industriel vieilli, et devant faire face en particulier au développement, parfois à la création de secteurs qui forment aujourd'hui la base de l'industrie (chimie, pétrochimie, électronique). La poursuite de l'expansion exigeait un tel accroissement de l'accumulation, que le fonds de consommation déjà réduit se serait vu repoussé dangereusement. Le maintien de la disproportion entre le secteur des biens de production et celui des biens de consommation atteignait à ses limites objectives qui tiennent à la pression des classes subordonnées à la bureaucratie, s'opposant à une réduction massive de leur consommation.

On retrouve ainsi en Tchécoslovaquie les deux manifestations essentielles de la crise économique, un ralentissement sensible de la croissance (le produit national brut — en millions de couronnes — est passé de 175.399 en 1962 à 171.595 en 1963 et 173.127 en 1964. Ce recul a été reconnu : « **Après une interruption de plusieurs années**, le revenu national s'est de nouveau accru d'environ 3 %. » Cernik présentant le projet de plan 1966-1970 devant l'Assemblée nationale, déc. 65.) (1) et une stagnation du niveau de vie (« Sur le plan du niveau de vie, il faudra nous attacher à résoudre le problème des familles les plus défavorisées. Par exemple, ceux des retraités dont le niveau de vie a baissé en raison de l'augmentation du coût de la vie... » D. Kolder à la télévision le 20 février 1968.) (2). Des réformes furent donc mises en œuvre pour améliorer le système de gestion de l'économie. Le contenu de ces réformes est le même dans tous les pays du bloc : à côté de mesures techniques visant à adapter les méthodes de planification à une économie qui, en raison des progrès accomplis, est devenue plus complexe et exige donc un maniement moins fruste qu'à l'époque stalinienne, le but essentiel est d'accélérer le rythme de la formation du capital de façon à sortir de la crise. On a donc introduit le profit et la rentabilité comme critères de la bonne gestion des entreprises, ce qui revient à laisser davantage d'autonomie aux directeurs de façon qu'ils puissent, en comprimant leurs coûts de production, distribuant des primes aux meilleurs ouvriers, réduisant la main-d'œuvre employée, parvenir à une utilisation plus rationnelle du potentiel industriel et surtout élever la productivité du travail. Ces réformes sont connues de tous, on en parle depuis longtemps déjà. Leur début d'application a pu apparaître comme une victoire des bureaucrates de l'économie dans leur lutte pour se libérer de l'étreinte des planificateurs centraux et pour s'assujettir plus étroitement les travailleurs. Ce n'était qu'une demi-victoire : la réforme, dans la plupart des pays, n'a été que timidement mise en œuvre, l'appareil politique et administratif pesant de tout son poids pour en freiner l'application dans la mesure où il y voit une menace dirigée contre sa domination exclusive de la société. C'était particulièrement le cas en Tchécoslovaquie où la réforme, élaborée depuis longtemps, était une des plus audacieuses et où les vieux cadres novotnyens faisaient tout pour la saboter (3). Or le développement économique du pays a produit toute une couche de techniciens spécialistes de l'économie reliés à la direction des entreprises et qui, vue la crise qui sévit depuis plusieurs années, considèrent que les cadres « ouvriers » sont incapables de redresser l'économie. Ces spécialistes — jusqu'à présent réduits au rôle d'exécutants passifs des ordres des ministères de tutelle — ont commencé à relever la tête. Devant la résistance opposée par l'appareil du parti, il est probable qu'une fraction assez importante de ces gestionnaires a compris qu'elle ne pourrait faire prévaloir ses vues sur la direction économique et arriver à une autonomie de décision véritable, que si elle parvenait à s'affirmer politiquement. D'où la lutte qui s'est déroulée à l'intérieur du Parti tchécoslovaque, aboutissant d'abord à l'élection d'Ota Sik au Comité Central (premier réformateur à être admis dans un C.C.), puis à la nomination de Dubcek à la tête du parti, enfin à l'éviction de Novotny et de ses partisans et à la prise en mains des postes-clés de l'appareil dirigeant par des représentants des intérêts de la bureaucratie économique (4). Cette lutte qui commence de façon visible en juin 67, après le congrès des écrivains, fut longue et âpre. Pour la mener à bien, la bureaucratie gestionnaire avait besoin de l'appui des masses tchécoslovaques. On fit donc, timidement d'abord, prudemment ensuite, puis de plus en plus ouvertement, appel aux intellectuels, aux étudiants et aux ouvriers en promettant la réhabilitation des personnes condamnées pendant l'ère stalinienne, une amélioration du niveau de vie et en leur offrant, avec l'abolition de la censure et un début de démocratisation, ce dont ils avaient été privés jusque là : l'information et l'expression.

Les résultats ne se firent pas attendre, les intellectuels entreprirent une critique en règle du régime, du parti et de ses méthodes de direction (« Les 2 000 mots », malgré un certain confusionnisme politique, contiennent déjà l'amorce d'une critique de la bureaucratie-classe dominante : « Beaucoup d'ouvriers croyaient qu'ils commandaient, mais le commandement était exercé en leur nom par un groupe de fonctionnaires du parti et de l'appareil d'Etat spécialement entraînés à cet effet. **En fait, ils prenaient la place de la classe renversée et étaient devenus la nouvelle autorité.** » (5), dans certaines usines, des ouvriers commencèrent à vouloir destituer les dirigeants pour les remplacer par des responsables élus. Il est vraisemblable, bien que cela n'ait pas été officiellement confirmé, que des mouvements de grève ont eu lieu (voir « Le Monde » du 6 avril 68), de plus, dans certaines régions, les travailleurs discutaient du problème de la gestion au niveau de l'entreprise. Il faut se rendre à l'évidence : pour faire craquer l'opposition des novotnyens et rallier les hésitants (en majorité au C.C.), les réformistes-bureaucratiques ont été contraints de déclencher un processus qui risquait d'échapper à leur emprise. Susciter la critique tout en contrôlant le cours et en en limitant le contenu se révéla contradictoire et dangereux (6).

Dans un pays superficiellement touché par la déstalinisation, il n'est pas sans danger d'ouvrir les portes de la critique et de la contestation ; dans une société où le parti se veut la synthèse de la société civile et de l'Etat, il est périlleux de le désigner à la vindicte populaire : c'est le faire apparaître comme un groupe particulier d'intérêts parmi d'autres. C'est sans doute ce problème — ajouté aux risques de voir la Tchécoslovaquie échapper à son emprise économique — qui a motivé les décisions de la bureaucratie russe. Dans tous les pays de l'Est, sauf peut-être en Hongrie, les réformes économiques ont suscité une opposition très vive chez les fonctionnaires du parti qui veillent jalousement à préserver leurs pouvoirs et à limiter l'autorité des gestionnaires. Ce n'est pas un hasard si le XXIIIe congrès du P.C.U.S. (mars-avril 1966) fut marqué par une contre-offensive de l'appareil du parti. Depuis deux ans, les attaques contre la Yougoslavie se sont faites plus dures et portent toujours sur le même point : le rôle dirigeant du parti. (Le 20 fév. 67, « La Pravda » publiait un article dans lequel on pouvait lire : « N'importe quel rétrécissement du rôle du parti, n'importe quelle limitation de ses fonctions, par exemple au domaine de l'idéologie, seraient inadmissibles et dangereuses pour la cause du socialisme. » On n'est pas plus clair.) (7) Et il est certain que l'accueil triomphal fait à Tito fut jugé inquiétant car les Yougoslaves, eux, reconnaissent parfaitement que les réformes économiques en cours réclament une transformation des structures politiques et ils admettent la possibilité d'un dépérissement du parti et la transmission aux gestionnaires des pouvoirs dont les membres de l'appareil avaient le monopole.

Il est donc certain que la bureaucratie dirigeante d'Europe orientale s'est sentie directement menacée par le processus tchécoslovaque : d'une part cela risquait de renforcer considérablement la position des différents groupes « technocratiques » nationaux qui ne manqueraient pas de s'appuyer sur ce précédent, de l'autre c'était la menace, à plus ou moins brève échéance, d'une confrontation avec l'ennemi de classe : le prolétariat ; il y a donc eu tentative pour bloquer le processus.

ET MAINTENANT ?

La conséquence la plus visible de l'intervention militaire a été le resserrement de la population tchécoslovaque derrière la direction du P.C.T. Alors qu'auparavant on pouvait déceler des tentatives de débordement, les masses travailleuses sont prêtes à soutenir l'équipe Dubcek-Svoboda-Cernik-Smrkowski. Jusqu'où ? Il semble que le jeu de la bureaucratie russe ait été, dans une première étape, de donner le temps aux « centristes » de s'organiser, de se rallier et finalement d'accoucher d'une direction plus sensible aux arguments « soviétiques ». Cette tentative a échoué : la cohésion du P.C.T. n'a pas été entamée et l'autorité de l'équipe dirigeante a été renforcée : Si les Russes ont obtenu la démission d'Ota Sik et de quelques autres, ils ont dû accepter également l'éviction de quelques-uns de leurs alliés éventuels.

Cette situation ne peut se prolonger très longtemps, seulement les Russes comme les Tchécoslovaques ne peuvent que difficilement reculer : la bureaucratie russe s'est rendu compte qu'elle ne pouvait imposer le remplacement de la direction du P.C.T. sans prendre la responsabilité d'affrontements sociaux dont les développements sont imprévisibles mais qui ne serviraient certainement pas ses intérêts. Pour elle, les bureaucrates réformistes constituent autant un danger qu'un rempart dans la mesure où, jusqu'à présent du moins, ils gardent le contrôle de l'appareil du Parti et des masses.

L'entrevue de Moscou constitue donc la seconde phase d'un compromis qui s'avère difficile. La bureaucratie russe semble avoir obtenu l'assurance que le P.C.T. serait renforcé dans son rôle dirigeant, ce qui signifie que la bureaucratie gestionnaire va probablement rentrer dans le rang et qu'un coup d'arrêt va être donné aux réformes économiques. Mais cela signifie aussi que rien n'est résolu ; les conditions qui ont engendré le processus tchécoslovaque demeurent : la situation économique ne peut s'améliorer durablement si des mesures ne sont pas prises immédiatement pour pallier les insuffisances les plus criantes (investissements, productivité, etc.), le niveau de vie va rester stagnant. Enfin, il ne faut pas oublier que les masses tchécoslovaques ont été mobilisées pour appuyer une certaine politique : si maintenant Dubcek et son équipe — sous la pression russe — reviennent en arrière, le discrédit va être jeté sur eux et cela peut entraîner des déséquilibres économiques et sociaux qui risqueront de s'étendre à tous les pays du bloc et d'en accélérer l'éclatement.

La Russie réussira probablement dans sa tentative pour stopper l'évolution en cours. Mais le répit sera de courte durée. Le processus qui s'est déclenché paraît irréversible et semble devoir s'étendre à toutes les sociétés bureaucratiques y compris l'U.R.S.S., tant il est vrai que la pression des réalités économiques et sociales ira en s'accentuant. L'inconnu tant redouté par les bureaucrates de tous bords, reste la réaction des travailleurs. Jusqu'à présent la classe ouvrière tchécoslovaque n'est pas intervenue de façon autonome et elle continue d'appuyer les bureaucrates réformistes ; mais il est parfaitement possible que la dynamique de la situation lui fasse prendre progressivement conscience de sa force et qu'elle déjoue ainsi tous les calculs des dirigeants en affirmant ses propres objectifs de classe.

De quelque côté qu'on la regarde, l'affaire tchécoslovaque ne peut être rangée avec les avatars déjà nombreux qui ont caractérisé les relations de l'U.R.S.S. et de ses satellites : c'est l'avenir du capitalisme bureaucratique qui se joue au centre de l'Europe.

« Ouvriers et intellectuels ont un ennemi commun : la dictature bureaucratique de l'appareil... Et c'est pour cette raison que nous avons à renforcer l'unité de ceux qui travaillent avec leurs mains avec ceux qui travaillent avec leur cerveau, dans l'intérêt de la démocratie socialiste contre l'appareil de l'élite qui a été et reste le principal obstacle dans l'expérience unique, par notre nation, de la démocratie socialiste. »

« C'est la fin de la loi martiale sur les pensées et sur les hommes. Maintenant, dans les conditions de désagrégation de la structure du pouvoir stalinien, il n'est pas de tâche plus importante et plus urgente pour le mouvement ouvrier que de rénover pleinement le mouvement syndical... pour défendre les droits fondamentaux des travailleurs... 1. Le droit de grève. — 2. L'élection des directeurs par la communauté des producteurs. — 3. La défense des droits des travailleurs par des syndicats libres. » IVAN SVITAK. STUDENT, 1968. Cité dans « NEWS AND LETTERS » août-sept. 1968.

---

(1) Problèmes économiques nº 946, 17 fév. 1966. P.N.B. : Totalité de la richesse nationale. R.N. : valeur nouvelle créée.

(2) Notes et études documentaires, nº 3.500-3.501 18 juin 1968.

(3 « Pratiquement, rien du nouveau système n'a commencé à fonctionner, et déjà certains camarades sont devenus sceptiques sur son efficacité. » (O. Sik, cité dans « Le Monde » du 19 sept. 67.)
« Ceux qui ne sont pas d'accord cachent leur opposition en adoptant des demi-mesures qui seraient justifiées par des difficultés d'ordre matériel. » (O. Sik, cité dans « Problèmes économiques », nº 1.067, 13 juin 67.)

(4) Voir « Les Temps Modernes », nº 263, avril 68. I. Iannakakis : « Naissance d'une opposition socialiste au sein du socialisme ».

(5) « Le Monde » 25 juillet 68.

(6) — Ayant provoqué la remise en cause des dirigeants, Dubcek se vit bientôt contraint de défendre « les bons dirigeants qui ne doivent pas être critiqués ».
Pour obtenir l'appui des travailleurs, il manifesta la volonté de mettre en place des « conseils ouvriers ». Mais ces « conseils » ne comportant qu'un tiers d'ouvriers et deux tiers de bureaucrates, n'auraient été que de nouveaux agents disciplinaires de la bureaucratie. Il n'est donc pas étonnant que ce projet n'ait pas suscité de la part des travailleurs l'adhésion espérée et que ceux-ci aient préféré revendiquer l'élection des directeurs, la liberté syndicale et le droit de grève.

— Alors qu'elle avait engagé un processus de démocratisation politique, la bureaucratie tchécoslovaque refusa de reconnaître les nouveaux groupes politiques apparus en mars et qui avaient reçu des milliers d'adhésion (Club des « 231 », Club des sans-parti engagés). Cette décision ne fut pas sans provoquer des remous, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti.

(7) « Le Monde diplomatique » avril 67.

ABONNEMENT

1 an (11 numéros) 10 F

Abonnement de soutien :

1 an à partir de 20 F

Faire les versements à

POUVOIR OUVRIER

C.C.P. 13.629-59 Paris

POUVOIR OUVRIER, Mensuel
22, rue Léopold-Bellan, Paris 2e

Directeur de publication responsable : ATLAN

232, rue de Charenton, Paris-12e

Imprimerie « E.P. »

MEXIQUE: UNE DEMOCRATIE QUI VAUT UNE DICTATURE

C'est en juillet dernier que les étudiants mexicains, à la suite de leurs camarades européens, se sont mis en mouvement. Leurs revendications portaient essentiellement sur la réforme de l'Université.

Le 2 octobre, un meeting a lieu sur la place des Trois-Cultures rassemblant environ 15.000 personnes. L'armée et la police ouvrent le feu sans sommation : on compte au moins 40 morts et plusieurs centaines de blessés. Mexico — à dix jours des Jeux Olympiques — est quadrillé par la troupe. C'est le point culminant d'une série d'interventions armées qui, au cours des précédentes manifestations, avaient déjà fait de nombreux morts et blessés..

Comment en est-on arrivé là ?

Partie de questions purement corporatives, la lutte des étudiants de Mexico s'est progressivement transformée. De même qu'à Paris, la cruauté de la police n'a fait qu'accroître la cohésion et l'ampleur du mouvement, qui s'est étendu aux villes de province.

Durant tout l'été, des meetings et des manifestations furent organisées, un comité national de grève fut formé pour diriger la lutte et défendre les revendications, qui sont maintenant :

— Libération de tous les emprisonnés politiques.
— Abrogation de la loi réprimant le « désordre social ».
— Démission du chef de la police.
— Dissolution du corps des « Granaderos » (C. R. S. mexicains).
— Indemnités pour les familles des victimes de la répression.

La lutte des étudiants mexicains prend une importance particulière du fait que le Mexique avait été considéré jusqu'ici par les porte-parole de la bourgeoisie à la fois comme l'exemple du « pays dynamique » capable de sortir du sous-développement et comme un modèle de démocratie parlementaire.

Ce pays, en effet, dont le taux d'expansion est un des plus élevés d'Amérique Latine, possède déjà une forte industrie dans les secteurs du pétrole, des mines, du textile et autres industries légères, et est en train de développer la métallurgie et la sidérurgie. Les investissements U.S. y sont, comme dans tout le continent, très importants. L'urbanisation est déjà avancée, Mexico, la capitale, compte environ 4 millions d'habitants et plus de la moitié de la population vit dans les villes. Le contraste reste très fort entre ville et campagne, où une grande partie de la paysannerie a un niveau de vie extrêmement bas. Autre aspect de la modernisation : le nombre d'étudiants a fortement augmenté depuis 15 ans, ils sont actuellement 150.000, dont la moitié à Mexico.

Au cours de la grève étudiante, qui dure déjà depuis près de deux mois, des manifestations sont arrivées à regrouper jusqu'à 300.000 personnes. C'est dire que le soutien de la population a été très large, même si, jusqu'ici, il ne s'est pas manifesté par des mouvements de grève importants. C'est d'autant plus remarquable que la principale centrale syndicale, la C.T.M. (Confédération des Travailleurs Mexicains) est contrôlée par le parti au pouvoir, et a donc pris position contre le mouvement étudiant. A l'heure actuelle, soumis à une violente répression, les étudiants envisagent de développer leur travail d'explication auprès de la population, en particulier des ouvriers et des paysans.

Mais ce n'est pas seulement le Mexique qui est le théâtre de l'action des étudiants et des travailleurs, c'est toute l'Amérique Latine.

En Uruguay, les étudiants en lutte ont réussi la jonction avec les ouvriers en grève. Dans ce pays où l'économie est essentiellement basée sur le commerce de la viande avec élevage intensif et industrie de traitement, conserves et frigos, la situation économique s'est détériorée depuis plusieurs années. La classe ouvrière, mobilisée pour la défense de son niveau de vie et pour la sécurité de l'emploi, fait preuve d'une grande combativité : six grèves générales ont eu lieu depuis le début de l'année. Le gouvernement a violemment réagi, 25.000 travailleurs sont déjà réquisitionnés et soumis à la discipline militaire, les prisons sont combles d'étudiants et d'ouvriers à tel point qu'un navire marchand a été transformé en pénitencier.

Au Brésil, en Bolivie, au Chili, on assiste à de nouvelles actions des étudiants et des ouvriers.

Le développement des luttes sociales et politiques en Amérique Latine semble confirmer que, contrairement aux thèses guévaristes, c'est **dans les villes** que les foyers révolutionnaires seront allumés par les travailleurs et les étudiants et que l'immense potentiel révolutionnaire que représente la paysannerie pauvre ne pourra être mis en branle que dans la mesure où le prolétariat lui-même approfondira sa lutte.

Comprendre les conditions **réelles** du combat des étudiants et des travailleurs d'Amérique Latine, ne pas tomber dans des assimilations rapides est aussi nécessaire qu'affirmer notre solidarité avec eux et populariser leur lutte.

Les étudiants face à la Loi-Cadre

Au moment où le projet de loi sur l'orientation de l'enseignement supérieur est discuté à l'Assemblée Nationale, l'agitation deprend en milieu universitaire : luttes des comités d'action étudiants sur les examens, manifestations des C.A.L. pour les libertés politiques, soutien aux étudiants du Mexique aussi bien qu'aux licenciés de Citroën. Octobre était bien le rendez-vous que s'étaient implicitement fixé en juin le Pouvoir et les étudiants « contestataires ».

La réforme d'Edgar Faure n'a en elle-même rien d'original. Pour les réformateurs de droite et de gauche, des gaullistes au P.S.U. en passant par le P.C., la solution proposée apparaît comme la seule réalisable dans le cadre du système. Basée sur l'autonomie administrative, pédagogique et financière de l'unité universitaire, autonomie qui n'est limitée que par le contrôle de l'Etat dans ces trois domaines, elle doit donner un outil capable « d'assurer l'ensemble des services nécessaires à la société moderne et de s'adapter constamment aux besoins de celle-ci ». L'Université technocratique assurera un lien plus étroit entre les études et les professions correspondantes, autant par la spécialisation du savoir que par l'influence qu'aura le développement économique de la région sur la marche de l'Université. Celle-ci deviendrait alors l'image fidèle de la société.

Mais ce projet ne résout pour l'instant aucun des problèmes étudiants. Les buts d'Edgar Faure étant les mêmes que ceux de ses prédécesseurs, les étudiants qui subissaient déjà le Plan Fouchet, savent ce que peut signifier une adaptation rationnelle de l'Université à une société pleine d'irrationalités.

Si la démagogie est une arme plus efficace que l'affrontement brutal, les discussions et les commentaires sur les libertés politiques dont la presse nous abreuve révèlent autant le vrai problème que les informations qu'elle ne donne pas sur les activités étudiantes. Sous la pression du mouvement étudiant, un quelconque Fouchet ne suffit plus et les méthodes employées doivent être plus libérales. Mais si Edgar Faure est **obligé d'accorder le droit de réunion aux étudiants dont l'insatisfaction n'a pas varié depuis mai, le Pouvoir n'a pas l'intention de leur permettre une action politique réelle.** La discussion politique que le ministre aimerait institutionnaliser à l'Université afin d'édulcorer celle qui y existe déjà contre la volonté du Pouvoir, n'a rien à voir avec ce que les étudiants « contestataires » veulent et font. Il n'est pas question pour eux d'y inviter seulement des syndicalistes ou de dialoguer avec un quelconque chien de garde du système, mais d'ouvrir l'Université à tous ceux qui ont entrepris un combat radical contre le capitalisme.

Le problème des libertés politiques, comme tous ceux qui concernent la véritable place et la future fonction de l'étudiant dans la société, est l'occasion d'un heurt avec l'administration ou la police.

Les examens représentent un autre aspect de cet affrontement. Pour les étudiants révolutionnaires, les examens expriment le processus de sélection sociale sur des critères de classe qui commence dès la naissance et se poursuit au long de la scolarité, favorisé par l'influence du milieu culturel où règne l'idéologie bourgeoise. D'un point de vue différent, d'autres étudiants, plus attachés à l'application d'une réforme qu'Edgar Faure lui-même, tout en critiquant le contenu du savoir et la forme d'enseignement qui y correspond, dénoncent surtout les incohérences du système actuel qu'ils veulent transformer, mais celles-ci ne sont dues qu'au retard de l'Université dans le sens d'une modernisation technocratique : en se battant sur ce terrain, ils ne font donc qu'entériner l'asservissement de l'Université aux impératifs du capitalisme moderne.

L'analyse critique que l'on fait de l'Université ne déterminant pas à elle seule la forme d'action que l'on adopte, on doit constater que le mot d'ordre de boycott ne correspondrait actuellement qu'à une mauvaise appréciation de la situation et aboutirait à un échec. Le fait que la majorité des étudiants soient obligés de passer les examens autant que la menace d'une répression sévère s'ils ne les passaient pas, indique que, étant donné le rapport de forces actuel, seule la dénaturation des examens constitue un objectif réaliste: elle permet de ne pas diviser les étudiants tout en exprimant partiellement la **critique de la sélection** et du contenu du savoir.

Le fait que le gouvernement est obligé de laisser une certaine marge d'action aux étudiants, doit permettre aux plus révolutionnaires d'entre eux de se mobiliser sur des mots d'ordre ne les conduisant pas à l'échec. Différents fronts de lutte permettent de poser les problèmes globaux de la société, de sorte qu'une tactique de harcèlement peut manifester les potentialités révolutionnaires du milieu étudiant : la lutte antihiérarchique, liée à la critique de l'autorité du savoir, des enseignants, la solidarité avec les luttes des étudiants des autres pays, le soutien des luttes ouvrières peuvent conduire une forte minorité d'étudiants et d'enseignants à choisir comme seule perspective la transformation révolutionnaire de la société.

La tactique de harcèlement est actuellement suivie par quelques comités d'action et nous pensons que c'est au sein de ces organismes que les étudiants révolutionnaires doivent se regrouper. Les rapports des comités d'action avec l'UNEF ne pourront être définis que lorsque les comités d'action seront unifiés par une ligne politique minimum et lorsque l'évolution qui se fait sentir au sein de l'UNEF amènera ses sections de base à des perspectives de lutte proches, sinon identiques, de celles des comités d'action. Dans le cas contraire, le conflit entre ces deux formes d'organisation, ou la division des tâches entre elles, risqueraient de disperser les forces.

LECTEUR :

Si tu veux nous aider, abonne-toi ; fais des abonnés autour de toi ; envoie-nous des adresses d'amis ou de camarades que « POUVOIR OUVRIER » pourrait intéresser. Nous leur enverrons quelques numéros gratuitement

DEMANDEZ-NOUS

P.O. n° 90

— Des millions de travailleurs ébranlent le système.
— Prolétariat et bureaucratie.
— Capitalisme et socialisme.
— Les conseils des travailleurs.
— Plate-forme politique de « Pouvoir Ouvrier ». (6 pages).

P.O. n° 91

— Les élections : l'arme de la bourgeoisie.
— Continuer le combat.
— Parlementarisme ou abstentionnisme
— 1936 : Le Front Populaire. (4 pages).

P.O. n° 92 (juillet-août 68)

— Prolétariat moderne contre capitalisme moderne : premier affrontement.
— La lutte des étudiants.
— Le P.S.U. : de la grève aux élections.
— Les élections : la lutte ouvrière ne passe pas par les urnes.
— « Nous participons... ils profitent ».